



Jeudi 28 novembre 2013

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2015-2016

- La croissance modérée de l'économie québécoise et de ses principaux partenaires commerciaux, combinée à une très faible inflation, s'est traduite par un manque à gagner important aux revenus du gouvernement.
- Dans ce contexte, l'atteinte de l'équilibre budgétaire dès cette année n'aurait pu se faire qu'au prix de mesures qui auraient nui à la croissance économique. De façon responsable, le gouvernement choisit plutôt de reporter de deux années l'atteinte de cet objectif tout en maintenant un contrôle rigoureux des dépenses de programmes pour atteindre la cible prévue pour l'année 2013-2014.
- Le retour à l'équilibre budgétaire est prévu à compter de 2015-2016. Les déficits anticipés sont de 2,5 milliards de dollars en 2013-2014 et de 1,75 milliard de dollars en 2014-2015.
- Le retour à l'équilibre budgétaire sera assuré par la poursuite d'un contrôle rigoureux des dépenses, sans nuire à la croissance économique, et par la mise en œuvre de la Politique économique Priorité emploi, pour stimuler la création d'emplois et accélérer la croissance économique.

ÉCONOMIE DU QUÉBEC

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS MODÉRÉE QUE PRÉVU EN 2013 ET UNE ACCÉLÉRATION EN 2014

- Après s'être établie à 1,5 % en 2012, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel au Québec devrait s'élever à 0,9 % en 2013 et s'accélérer ensuite à 1,8 % en 2014.
 - Il s'agit d'une révision à la baisse pour 2013 de 0,4 point de pourcentage par rapport à la prévision de mars dernier, en raison du contexte économique nord-américain et mondial fragile.
 - L'inflation s'est établie à des niveaux plus faibles que prévu. La croissance de l'indice des prix à la consommation est passée de 2,1 % en 2012 à 0,9 % en 2013.
 - En conséquence, la prévision du PIB nominal pour 2013 est abaissée, passant de 3,6 % à 2,1 %, soit 1,5 point de pourcentage de moins par rapport à la prévision de mars dernier.
- Le marché du travail au Québec demeure sur une tendance positive. Après une création de 30 800 emplois en 2012, il devrait se créer 44 600 emplois en 2013 et 39 800 emplois en 2014.
 - Le taux de chômage devrait continuer de reculer, passant de 7,8 % en 2012 à 7,7 % en 2013 et à 7,6 % en 2014.

POURSUITE DU CONTRÔLE RIGOUREUX DES DÉPENSES SANS COMPROMETTRE LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE

Dépenses

- En 2012-2013, grâce à un contrôle rigoureux, le gouvernement a limité la croissance des dépenses de programmes à 1,2 % par rapport à 2011-2012, alors que *Le point* de mars 2013 prévoyait une croissance de 1,9 %.
 - Pour 2013-2014, le niveau des dépenses de programmes est maintenu à 63 825 millions de dollars, comme prévu en mars 2013.
 - Par ailleurs, les nouvelles évaluations actuarielles des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic entraînent une pression sur les dépenses de programmes de 400 millions de dollars par année.
 - Pour les années 2014-2015 à 2016-2017, tant la croissance des dépenses de programmes que celle des dépenses consolidées sont établies à 2,0 %.
- La baisse des revenus s'explique essentiellement par :
 - la consommation moins importante que prévu, témoignant notamment d'un taux d'épargne plus élevé;
 - la baisse des revenus de l'impôt des particuliers, reflétant des salaires et traitements moins élevés qu'attendu;
 - la croissance moins forte que prévu des revenus au titre des impôts des sociétés, reflétant une révision à la baisse de l'excédent d'exploitation net des sociétés;
 - la révision à la baisse des revenus miniers, en raison des prix plus faibles que prévu des métaux produits au Québec.

Revenus

- En 2012-2013, les revenus autonomes ont affiché une hausse de 3,3 % par rapport à 2011-2012, alors qu'une croissance de 5,3 % était prévue. Il s'agit d'une révision à la baisse des revenus autonomes de 1 083 millions de dollars depuis *Le point* de mars dernier.
- Pour 2013-2014, une croissance des revenus autonomes de 2,6 % est prévue. Cette révision à la baisse par rapport à la croissance attendue de 5,2 % dans *Le point* de mars dernier représente un manque à gagner additionnel de 1 414 millions de dollars.
- Au total, les révisions aux revenus autonomes créent un manque à gagner de 2,5 milliards de dollars en 2013-2014 et de 2,8 milliards de dollars en 2014-2015.

Équilibre budgétaire en 2015-2016

- Le cadre financier du gouvernement prévoit des déficits de 2,5 milliards de dollars pour 2013-2014, ce qui correspond à la révision à la baisse des revenus autonomes, et de 1,75 milliard de dollars pour 2014-2015. L'équilibre budgétaire sera atteint en 2015-2016. Ces cibles seront atteintes :
 - par un contrôle rigoureux des dépenses sans nuire à la croissance économique;
 - par la mise en œuvre de la Politique économique Priorité emploi;
 - sans hausse de taxes ou d'impôts ni pour les particuliers ni pour les entreprises.

Maintien des objectifs de réduction de la dette

- Le gouvernement maintient les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026, soit 45 % du PIB pour la dette brute et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés.
- Les versements au Fonds des générations seront augmentés de 425 millions de dollars à compter de 2016-2017 afin de compenser pleinement l'impact sur la dette des déficits additionnels prévus en 2013-2014 et en 2014-2015.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE PRIORITÉ EMPLOI

- La Politique économique Priorité emploi renforcera le potentiel de croissance du secteur privé en tablant sur l'amélioration de la compétitivité, l'innovation et les exportations.
- La Politique économique prévoit des investissements à hauteur de 2 milliards de dollars pour soutenir l'économie, notamment avec la création de plus de 43 000 emplois d'ici 2017. Au total, on prévoit la création de 116 800 nouveaux emplois au cours des trois prochaines années.